

République Islamique de Mauritanie

Honneur –Fraternité – Justice



Ministère de l'Economie et des Finances

**RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET
DE L'ETAT AU 1^{er} SEMESTRE DE 2018**

Août 2018



S O M M A I R E

Libellé	Page
AVANT PROPOS	3
1. INTRODUCTION	3
2. LES RECETTES	4
2.1. Recettes Fiscales	5
2.1.1. Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues	5
2.1.2. La répartition des performances par nature	5
2.2. Recettes non fiscales	6
3. LES DEPENSES	7
3.1 Les dépenses de fonctionnement	8
3.2 Les Dépenses d'investissement	8
4. APERÇU DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINANCEMENT INTERIEUR A FIN JUIN 2018	9
4.1 Les affaires économiques	10
4.2 Services généraux des administrations publiques	12
4.3 La Protection sociale	12
4.4 Santé	12
4.5 Logement et équipements collectifs	12
4.6 Loisir, Culture et culte	12
4.7 Protection de l'environnement	13
4.8 Enseignement	13
4.9 Ordre et sécurité publique	13
4.10 Conclusion de l'aperçu sur les dépenses d'investissement	13
5. SOLDES	14
6. FINANCEMENT	14
6.1. Financement intérieur	14
6.2. Financement extérieur	15
7. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE	15
7.1. Classification Générale	15
7.2. Dépenses de la lutte contre la pauvreté	16
Annexe	17
Annexe 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour le 1er semestre 2018	18
Annexe 2 : Classification fonctionnelle	23
Sigles & abréviations	26

AVANT PROPOS

Conformément à l'article 68 de la constitution, le Ministère de l'Economie et des Finances établit à l'attention de l'Assemblée Nationale, un rapport semestriel sur l'exécution du budget de l'État, retraçant les principaux éléments comptables : dépenses, recettes et leur résultante globale : le solde du budget général, tout en mettant l'accent sur les dépenses d'investissement durant les six premiers mois de l'année concernée.

Ce rapport présente une vision synthétique de l'évolution de l'exécution du budget de l'État pour l'exercice en cours et permet des comparaisons avec les résultats observés aux mêmes périodes de l'année précédente.

Il permet également d'apprécier l'évolution de l'ensemble des facteurs qui contribuent à la formation du solde courant d'exécution du budget (dépenses, recettes fiscales : BIC/BNC, TVA, ITS, DF, etc.. et non fiscales : dividendes, revenus de la pêche, des mines etc..).

Aussi, les statistiques des finances publiques sont publiées mensuellement sur le site internet de la Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique www.tresor.mr. Cette initiative résulte d'une volonté d'ouverture et s'inscrit dans le cadre d'un code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques. Elle devra contribuer à renforcer la compréhension de l'exécution du budget de l'État au niveau du grand public, du moins à permettre à l'ensemble des acteurs concernés par la situation budgétaire du Pays, de se tenir informés de l'évolution mensuelle de la situation des finances publiques nationales.

1. INTRODUCTION

Le présent rapport a donc pour objet de présenter un aperçu succinct de la croissance économique et de l'exécution budgétaire générale, au terme du Premier Semestre de 2018.

Rappelons que les prévisions antérieures avaient tablé sur une amélioration de la conjoncture mondiale en 2018, sur fond d'une dynamique vigoureuse des économies des pays les plus avancés et d'un rebond de certains cours des produits d'exportation, ce qui devrait conforter les économies des pays exportateurs. Le FMI a confirmé dans ses perspectives pour l'économie mondiale du mois de juillet, ses prévisions de croissance du mois d'avril dernier situant le taux de croissance de l'Economie mondiale à +3,9% en 2018 contre +3,8% en

2017.

Sur le plan national, le taux de croissance global se situerait à 3,5% hors secteur extractif contre 2,9 % en 2017 contre 2,9% dans le cadrage initial et 3% par rapport à 2017.

Cette croissance a été tirée par (i) la dynamique favorable du BTP grâce à la poursuite des projets d'infrastructures, (ii) à la bonne tenue des secteurs de l'Agriculture et de l'Élevage en liaison avec la bonne pluviométrie et au développement de l'Irrigué (iii) l'intensification de l'activité du sous-secteur des Pêches et l'amélioration de l'activité des services privés (Commerce, Transport et des Télécoms).

Cependant, certains facteurs n'ont pas favorisé cette croissance à savoir (i) le recul du secteur extractif (-8,7% contre -2,4% dans le cadrage initial), recul consécutif à la fermeture du champ pétrolier Chinguetti ainsi qu'au (ii) ralentissement observé dans les industries d'exploitation métallurgiques.

	2016	2017	2018	
en %			Cadrage initial	tendances \$1 2018
PIB global	1,8	3,5	2,9	3,5
PIB Hors Pétrole	2,1	4,3	4,7	5,8
PIB Hors Industries Extractives	2,0	4,4	3,5	6,8

Tableau 1: Taux de croissance réelle du PIB

L'exécution du Budget de l'Etat au Premier Semestre de l'année 2018 a confirmé la volonté du Gouvernement de répondre aux nouveaux défis et de poursuivre la réorientation de l'Economie vers des priorités plus favorables à une croissance inclusive, à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois. Elle reste notamment marquée par la poursuite des efforts de mobilisation des ressources, par la rationalisation des crédits de fonctionnement, et par le maintien d'un niveau soutenu de recettes pour couvrir les dépenses liées à l'investissement.

Au total, le budget de l'Etat pour l'année 2018, tel qu'arrêté par la loi de finances initiale, s'établissait en recettes et en dépenses à la somme estimée de 53,73 Mds de MRU, soit une augmentation de 6,90 Mds MRU en valeur absolue et de 14,72% en valeur relative par rapport à la loi de finances rectificative de 2017.

2. LES RECETTES

Les dépenses de ce budget se répartissaient comme suit :

- ◆ **Dépenses de fonctionnement pour 15,45 Mds MRU ;**
- ◆ **Dépenses sur comptes spéciaux du trésor de 0,13 Mds MRU ;**
- ◆ **Dépenses en capital (dépenses d'investissements hors amortissement de la dette) projetées à 10,33 Mds MRU.**

L'exécution budgétaire au premier semestre 2018, tout comme celle de la même période de l'année 2017, s'est déroulée dans de bonnes conditions marquées par un niveau convenable de recettes, associé à une bonne maîtrise des dépenses, sans pour autant affecter ni le financement de l'investissement dont le niveau d'exécution est conforme aux prévisions, ni le fonctionnement de l'Administration.

Le tableau des opérations financières de l'Etat du premier semestre de 2018 montre que la gestion des finances publiques est restée sous contrôle et que les dépenses d'investissement, principal stimulant de la croissance dans le Pays, ont continué sur le rythme élevé des dernières années. Le niveau de mobilisation de ressources intérieures a permis au Pays d'absorber le choc consécutif à la baisse drastique des recettes du secteur minier, intervenue ces dernières années, et accompagnée de l'arrêt de recettes pétrolières.

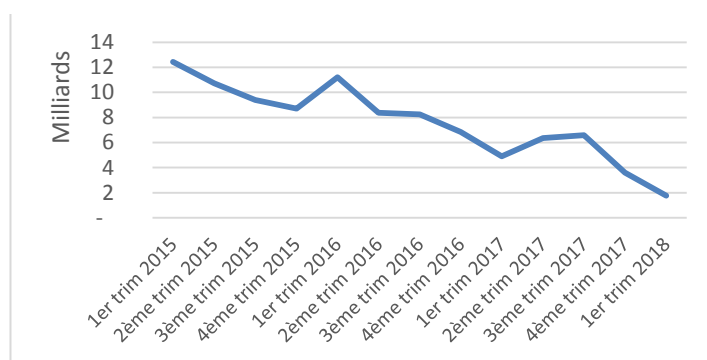
Le présent rapport contient aussi un aperçu des dépenses d'investissement exécutées durant le Premier Semestre 2018, dont l'objectif est d'illustrer les efforts consentis par le Gouvernement dans ce cadre.

Le rapport analyse en détail les dépenses de l'Etat suivant une nomenclature économique et une classification fonctionnelle plus proches de l'entendement économique et qui permettent de singulariser les dépenses destinées à la lutte contre la pauvreté pour mieux les mettre en exergue.

Les données mensualisées de ce rapport concordent en général avec les publications mensuelles de la DTCP. Elles peuvent cependant avoir subi un léger lissage pour tenir compte des centralisations successives opérées tout au long du semestre.

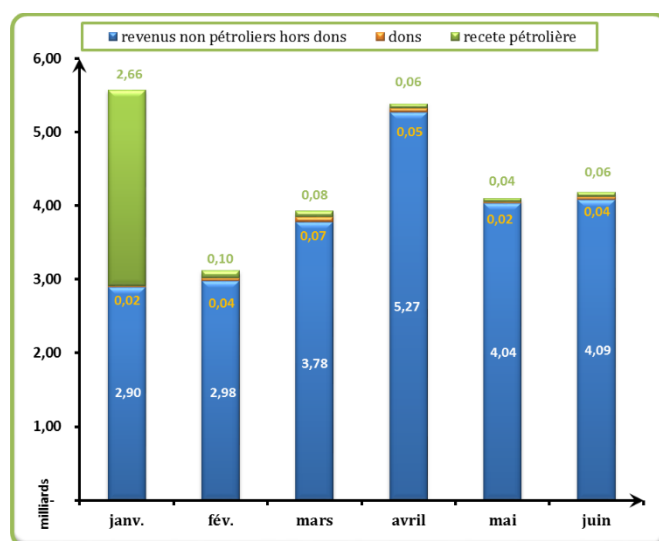
Globalement, le niveau de recettes réalisées, a été de 27,96 milliards MRU, soit une augmentation de 16,83% par rapport au premier semestre 2017, il a été de 4% supérieur aux prévisions, grâce à l'effet conjugué du bon recouvrement des ressources fiscales et des recettes pétrolières exceptionnelles enregistrées au mois de janvier 2018, et ce malgré la chute des revenus au titre du bilan de préfinancement, qui étaient passés de 12 milliards MRO au premier trimestre 2015 à 1,7 milliard MRO au premier trimestre 2018.

Courbe des liquidations au titre du bilan du préfinancement



Les recettes réalisées pour ce semestre ont représenté un peu plus de 52.03% des objectifs de la loi des finances pour l'année 2018 qui se fixait à 53,74 milliards MRU.

Graphique 1 : Recettes totales (Pétrole et Dons Compris)



Le graphique 1 illustre les tendances des recettes totales (dons et pétrole compris) durant le Premier Semestre de l'année 2018.

- Il montre la faiblesse des dons tout au long de la période.
- Il montre aussi un accroissement des revenus non pétroliers hors dons, en particulier au mois d'avril.
- Les recettes pétrolières sont demeurées faibles, durant cette période, excepté le mois de janvier où elles ont atteint 2.66 milliards MRU, du fait du paiement des royalties par les sociétés pétrolières.

- ainsi le poste " taxes sur les biens et services" a suivi une tendance progressive, réalisant un excédent de 0,95 milliards MRU (11,22 %) par rapport aux prévisions du programme pour la même période, et une hausse de 13,17 % par rapport à l'année 2017.
- Les taxes sur le commerce international ont aussi dépassé les prévisions de près de 8.97% pour se situer à 3.15 milliards MRU de réalisations pour 2.89 milliards MRU de prévisions.

2.1. Recettes Fiscales

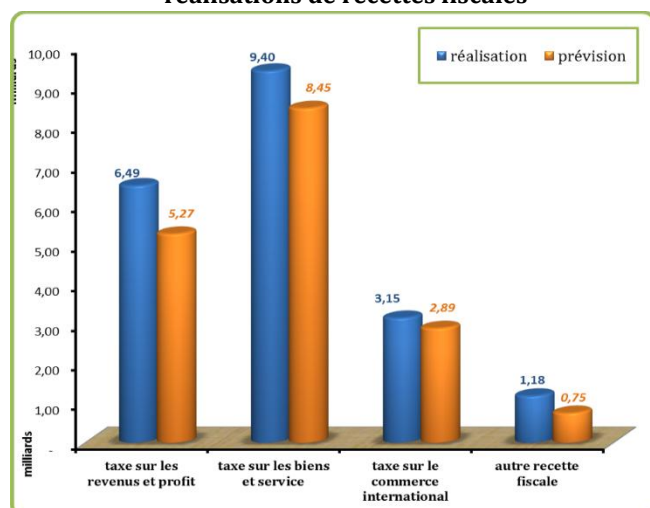
Durant le 1^{er} semestre de 2018, les recettes fiscales ont enregistré une progression nette par rapport aux prévisions du programme.

Ces recettes ont dépassé les réalisations au 1^{er} semestre de l'année précédente de près de 13,07% (elles étaient de 17,29 milliards MRU).

2.1.1. Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues

Le bon suivi des recettes fiscales et la bonne santé de l'économie ont permis durant cette période d'améliorer sensiblement l'efficacité du recouvrement.

Graphique 2 : Analyse des écarts entre prévisions et réalisations de recettes fiscales



Le graphique 2 montre que :

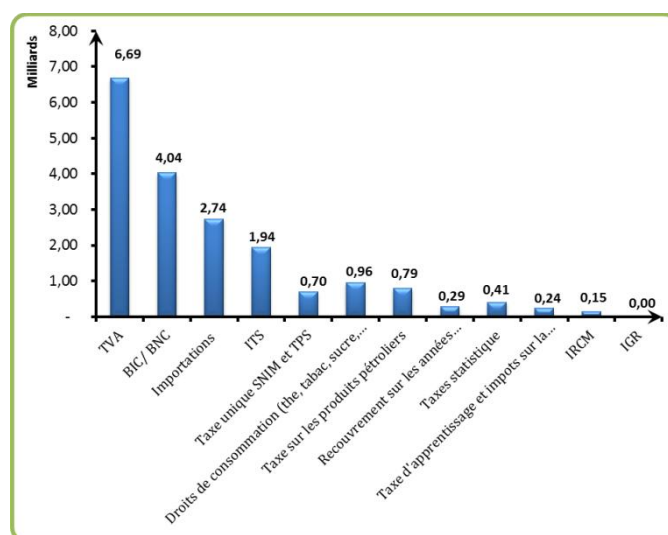
- Tous les postes de recettes fiscales se sont situés à des niveaux supérieurs aux prévisions du programme,

Cette bonne performance est essentiellement due aux efforts conjugués des directions concernées du Ministère de l'Economie et des Finances, notamment au bon taux du recouvrement de recettes fiscales.

2.1.2. La répartition des performances par nature

Une analyse plus détaillée des recettes fiscales permet d'affiner leur comportement par nature. Cette analyse se présente comme suit :

Graphique 3 : Aperçu détaillé des recettes fiscales par nature



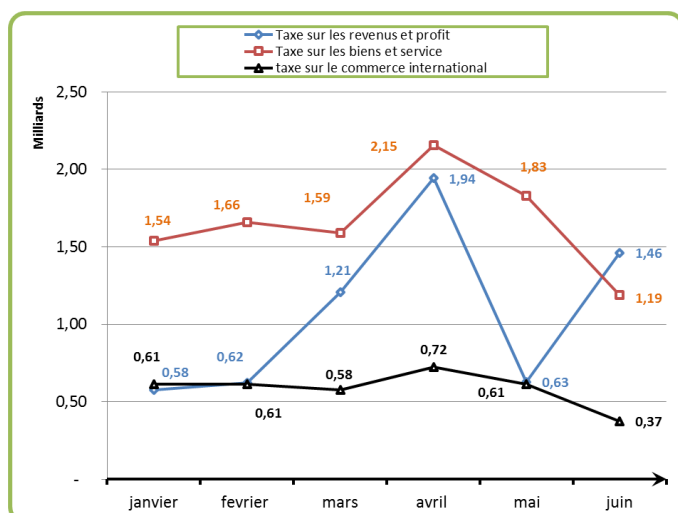
Ce graphique montre que le taux de réalisation élevé des prévisions est dû en particulier à la performance du produit de la TVA, du BIC/BNC/IMF, des Droits de consommation (the, tabac, sucre, ciment) et d'importations.

Il en ressort aussi que :

- La TVA constitue le principal poste de recettes fiscales et son apport a été de 34,21% ;
- En deuxième position intervient le (BIC /BNC/IMF) avec un apport de 20,65% ;
- Ensuite suivent les taxes sur les importations, l'ITS et les droits de consommation (thé, tabac, sucre, ciment), avec respectivement 14,02%, 9,90% et 4,93%.

Les autres postes ont enregistré des montants très faibles, mais ont quand bien même dépassé les seuils escomptés.

Graphique 4 : Evolution des principaux postes des recettes fiscales au 1er semestre 2018



Le graphique 4 montre que chaque poste de recettes suit une tendance qui lui est propre :

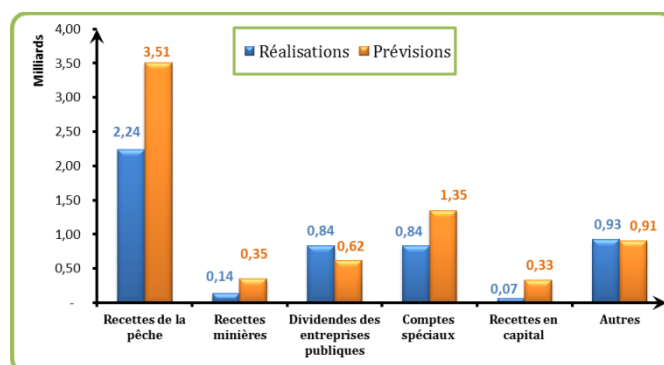
- Les taxes sur les revenus et profits ont suivi une tendance haussière pendant toute la période malgré une diminution nette au mois de mai.
- Les taxes sur les biens et services ont suivi une courbe irrégulière tout au long de ce semestre enregistrant leur maximum au mois d'avril.
- Les taxes sur le commerce international sont restées presque constantes durant la période autour d'une valeur relativement faible par rapport aux autres taxes.

2.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont atteint durant le premier semestre de l'année 2018, un montant de 5.05 milliards MRU, alors que l'objectif qui leur était fixé était de 7,41 milliards, soit un taux de réalisation de près de 68,15%.

Elles ont été inférieures de 8,58 points aux réalisations de la même période de l'année précédente, qui s'étaient établies à 5.53 Mds MRU. Cette baisse s'explique par l'augmentation des prix des hydrocarbures sur le marché international, qui a conduit à la diminution du différentiel encaissé au titre du FAID.

Graphique 5: Performances globales des recettes non-fiscales

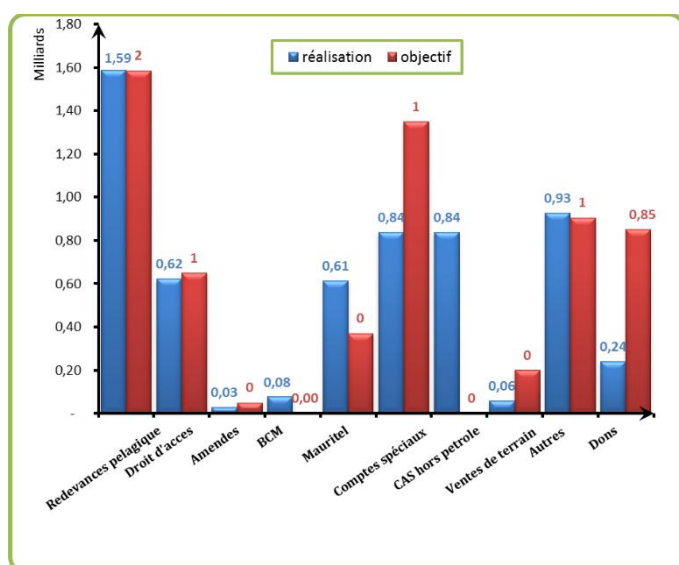


L'analyse globale des recettes non fiscales permet de dégager les conclusions suivantes :

- Les deux principaux postes (en valeur) de cette catégorie de recettes sont les recettes de la pêche et le poste "autres", avec des apports respectifs de 44,36% et 18,35% du total des recettes non fiscales.
- Le graphique 5 montre que le comportement des postes "Dividendes et redevances des entreprises publiques" et le poste "autres", a été performant par rapport aux prévisions pour la période, avec des apports respectifs de 16,60% et 18,35%, bien que le résultat des autres postes ait resté en deçà des attentes,
- Le niveau de recettes minières au premier semestre 2018 était de 0.14 Mds MRU contre 0.15 Mds MRU au premier semestre 2017 (soit une baisse de 7,78 %)

- les recettes de la pêche se sont situées au premier semestre 2018 à 2.34 Milliards MRU, soit un recul de 1,27 Milliards MRU par rapport aux prévisions, ceci est dû au versement par anticipation de la compensation non arrivée à échéance .Toute fois en termes de réalisations, les recettes de la pêche ont enregistrées un surplus de 0,11 Milliards MRU par rapport au premier semestre 2017 du fait de la bonne tenue des amendes et redevances sur la période.

Graphique 6: Performances détaillées des recettes non fiscales et dons



L'analyse globale des recettes non fiscales permet de dégager les conclusions suivantes:

- le principal poste de recettes de la pêche durant le semestre a été celui des "redevances" avec (1,59 Milliards MRU) suivi du poste " Droit d'accès" (0,62 milliards MRU).
- Le poste « dividendes et redevances des entreprises publiques » en l'absence des dividendes de la SNIM, a essentiellement été alimenté par les dividendes de Mauritel qui se sont élevées à 0.61 milliards d'MRU représentant plus de 73,20 % du total des dividendes , suivi par les deux ports autonomes (de Nouakchott et de Nouadhibou) puis la BCM.
- Les dons se sont situés à 0.24 Milliards MRU, bien en dessous des prévisions qui étaient de 0.85 milliards de MRU, soit un taux de réalisation de 28,25 %, aussi ils ont été

significativement en dessous de leur niveau pour la même période en 2017 (0.49 milliards MRU)

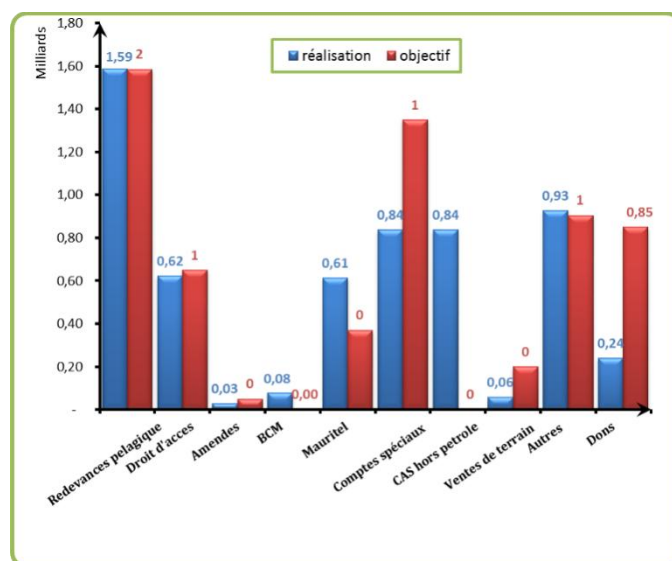
3. LES DEPENSES

Les dépenses totales enregistrées au cours du 1^{er} Semestre de l'année 2018 s'étaient élevées à 22,23 Mds de MRU (poste « Dépenses et prêts nets »), inférieures aux prévisions, qui étaient de 26 Mds de MRU, soit un gap de -14,48 % par rapport à l'objectif. Elles ont été cependant inférieures de 1,66 Mds de MRU, (soit -6,94%) aux dépenses totales du 1^{er} semestre de l'année précédente qui s'étaient élevées à 23,89 Mds de MRU.

Le souci du paiement à bonne échéance de toutes les dépenses étant de rigueur, de légers dépassements sur les prévisions infra-annuelles, ont parfois été constatés mais globalement, il n'y a pas de dépassement sur l'année.

Les dépenses de fonctionnement ont été inférieures de (0,83 Mds de MRU, soit -6,38%) aux dépenses de fonctionnement du 1^{er} Semestre de l'année précédente qui s'étaient élevées à 15,37 Mds de MRU.

Graphique 7: Evolution des dépenses et prêts nets durant le semestre



Sur le graphique 7 on constate que les « salaires et traitements » ont peu varié durant le semestre, ce sont là des dépenses normalement régulières.

La récente réforme qui a consisté à intégrer les salaires des entités publiques dans le système RATEB a conforté cette régularité.

Les « Dépenses de biens et services » n'ont commencé qu'à partir de la mise en place effective du budget au mois de mars, elles ont enregistré leur maximum en avril et juin.

Les dépenses d'équipements et prêts nets sont connues des fluctuations sur la période enregistrant leur valeur maximale en mai.

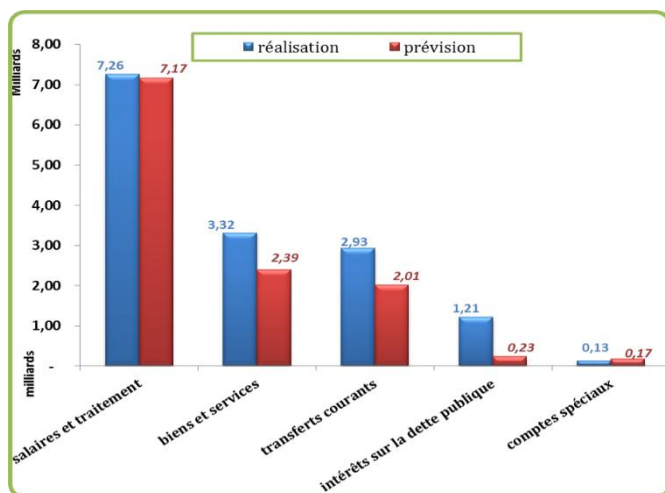
L'exécution des Dépenses de transferts courants a commencé effectivement tôt cette année, tout comme l'année dernière, compte tenu de l'utilisation partielle de ces crédits pour payer les salaires des Etablissements Publics, dans le cadre de la réforme en cours, visant à assainir leur gestion.

3.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement se sont établies pour le premier semestre 2018 à 14,55 Mds de MRU, aussi elles étaient inférieures de 0,9 Mds de MRU à l'objectif fixé (15,45 Mds de MRU). Il transparaît que le suivi régulier de l'évolution des dépenses a permis une bonne maîtrise du comportement de celles-ci durant le semestre.

Ces dépenses ont été inférieures de (0,83 Mds de MRU, soit 5,38%) aux dépenses de fonctionnement du 1^{er} semestre de l'année précédente qui s'étaient élevées à 15,37 Mds de MRU.

Graphique 8: Performance des dépenses de fonctionnement

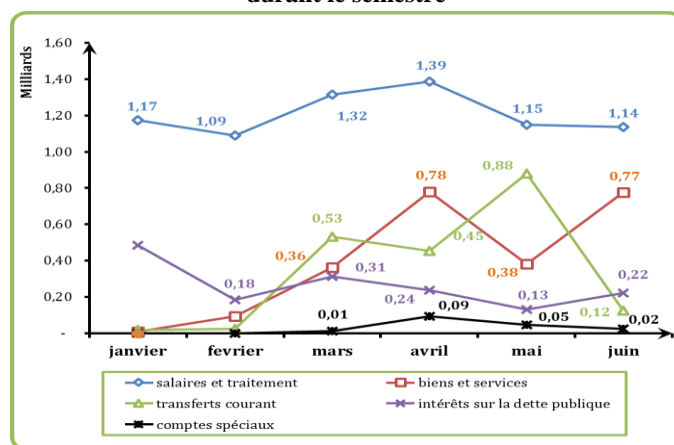


Le graphique 8 montre que la masse salariale a été maîtrisée (exécutée à 7,16 Mds de MRU, inférieure de 1,21 % à la prévision), que les transferts courants sont

inférieurs de 31,3 % par rapport à l'objectif fixé (2,96 Mds de MRU, que les comptes spéciaux sont au-dessus de la prévision (0,17Mrd de MRU de réalisation contre 0,12 Mds de prévision) et que les intérêts de la dette publique ont été parfaitement maîtrisés (0,23Mrd MRU contre 1,2 Mrd de prévision).

Parmi les dépenses courantes, la rubrique des dépenses sur biens et services capitalisant 2,39Mds MRU a été aussi en dessous de la prévision, soit -27,76%.

Graphique 9: Evolution des dépenses de fonctionnement durant le semestre



Sur le graphique 9, on constate que les salaires et traitements avaient peu varié durant le semestre d'une moyenne mensuelle tournant autour de 1,21 Mrd MRU.

Les postes des biens et services et des transferts courants ont suivi, à partir de la mise en place du budget à peu près le même rythme d'évolution jusqu'au mois d'avril, puis ils ont connu une diminution sensible, avant d'atteindre leur pic au mois de juin.

Les intérêts de la dette publique ont été parfaitement maîtrisés pour cette période, ils n'ont représenté que 19,29% de la prévision.

Les dépenses sur les comptes spéciaux n'ont commencé qu'à partir du mois de mars, ils sont restés stables durant le reste de la période, malgré une crête au mois d'avril.

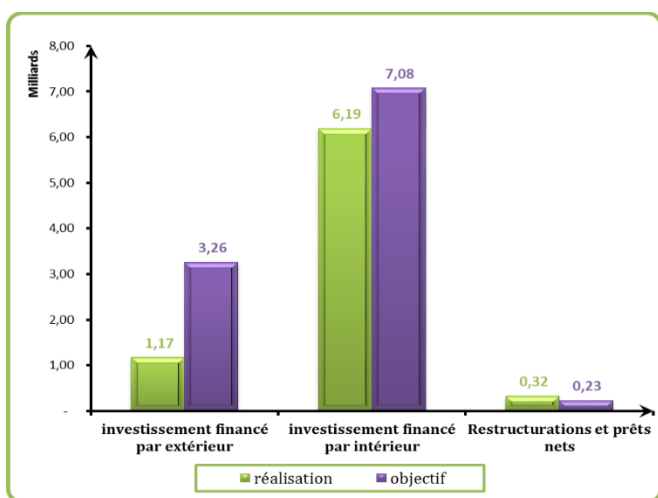
3.2 Les Dépenses d'investissement

Au premier semestre de l'année 2018, les dépenses d'investissement se sont situées en dessous de l'objectif visé pour la période, elles n'ont atteint que 7,36 milliards

de MRU, pour un objectif de 10,33 milliards de MRU, soit un taux d'exécution de 71,29%.

Elles ont été inférieures de 0,64 Mds de MRU, soit 0,02% aux dépenses d'investissement du 1^{er} semestre de l'année précédente qui s'étaient élevées à 8,01 Mds de MRU.

Graphique 10: Evolution des dépenses d'investissement pour le semestre



Le graphique 10 montre que les investissements financés par l'Etat ont été en dessous des prévisions avec un taux de réalisation de 87,52% pendant que les investissements financés par les partenaires extérieurs avaient atteint 1,17 Mds de MRU.

4. APERÇU DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINANCEMENT INTERIEUR AU PREMIER SEMESTRE 2018

Ces dernières années, l'Etat a consenti des efforts soutenus pour maintenir un niveau élevé des dépenses d'investissements. Cette approche qui vise à booster la croissance et de doter le pays d'infrastructures vitales nécessaires pour son développement se justifie aussi par un niveau exceptionnel de recettes.

La détérioration des recettes du secteur extractif (pétrole et plus particulièrement les mines) observée à partir de 2015 n'a pas pour autant empêché le maintien voire l'augmentation du niveau de recettes (voir plus haut) et ce pour des raisons déjà évoquées.

Au vu de ce qui précède et compte tenu du poids des dépenses d'investissement dans la structure de la croissance, cette partie du rapport restitue pour les six premiers mois de 2018, les dépenses d'investissement payées effectivement et ce à travers une analyse sectorielle conformément à la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, ou COFOG en anglais) qui suppose une ventilation détaillée des dépenses par fonctions, ou objectifs socioéconomiques poursuivis par les administrations publiques.

Cette ventilation s'inscrit dans un ensemble de quatre classifications référencées sous le terme de nomenclature des dépenses par fonction décrites dans le Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001 au niveau des chapitres 6.96 à 6.104.

Ces classifications ont été élaborées par l'OCDE pour offrir un cadre normatif de comparaison des budgets des Etats.

Il convient de rappeler que les dépenses d'investissement ne sont payées qu'après l'exécution des travaux qui y correspondent. C'est ainsi qu'on peut rencontrer des dépenses payées durant cette période mais correspondant à des travaux effectués antérieurement.

L'objectif poursuivi par le Ministère de l'Economie et des Finances à travers ce rapport est plutôt de rendre compte de l'utilisation des moyens financiers de l'Etat, que de faire un compte rendu de l'activité des Départements sectoriels.

Cette analyse couvre en plus des dépenses d'investissement tels qu'identifiés dans le budget d'investissement certains comptes d'affectation spéciale dont les dépenses sont pour la plupart des dépenses d'investissement. Ceci est particulièrement valable pour le Compte d'Affectation Spéciale, le Fonds d'Aide et d'Intervention pour le Développement dont les dépenses sont catégorisables comme des dépenses d'investissement.

Au premier semestre de 2018, les dépenses totales d'investissement sur financement intérieur et les dépenses des CAS considérés comme sources d'investissement se montaient à 6,19 milliards MRU sans compter 0,45 milliards MRU correspondant à des contributions de l'Etat sous forme de crédits d'impôts à des projets de développement souvent financés par l'extérieur.

Ces crédits d'impôts qui font partie de l'effort d'investissement consenti par l'Etat ne sont cependant pas couverts par l'analyse ici effectuée.

Ces 6,19 milliards MRU budgétisées comme des dépenses d'investissement incluent pour un montant de 0,63 millions, des salaires et des dépenses sur biens et services exécutées en liaison avec des dépenses d'investissement proprement dites, dont à titre d'exemple les salaires des personnels des projets etc.

Les dépenses d'investissement sus évoqués se répartissent selon la ventilation CFAP conformément au tableau T0.

Tableau T0 : Ventilation des dépenses d'investissement par fonction principale

Code	Libellé	MONTANT
7	Dépenses Totales	6 816 093 747,10
701	Services généraux des administrations publiques	2 317 944 949,39
702	Défense	534 141 389,50
703	Ordre et sécurité publics	18 715 012,00
704	Affaires économiques	3 355 543 724,30
705	Protection de l'environnement	36 798 578,23
706	Logement et équipements collectifs	204 131 430,38
707	Santé	178 994 191,30
708	Loisirs, culture et culte	7 853 935,90
709	Enseignement	16 819 753,40
710	Protection sociale	145 150 782,70

Les différentes fonctions principales sont abordées dans ce qui suit en fonction des montants qui leurs sont alloués pris dans un ordre décroissant en vue de mettre l'accent sur les dépenses dont l'impact financier est le plus important.

4.1 Les Affaires Economiques

Cette fonction principale inclut toutes les dépenses structurantes de l'économie comme il transparaîtra à travers l'analyse suivante.

Le tableau T4 montre la ventilation suivant la fonction principale « affaires économiques » :

Tableau T4 : Fonctions principale affaires économique

Code	Libellé	Montant/MRU
70401	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	22 439 010,00
70402	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	404 756 346,97
70403	Combustibles et énergie	4 016 525,00
70404	Industries extractives et manufacturières, construction	847 829 355,90
70405	Transports	2 050 424 907,23
70406	Communications	464 000,00
70407	Autres branches d'activité	500 000,00
70408	Affaires concernant la recherche et le développement économique	25 113 579,20

Le tableau T4 montre que la fonction transport dont les dépenses se sont élevées à 2,05 milliards MRU constitue la principale rubrique d'investissement. Elle est suivie de la fonction « Industries extractives et manufacturières, construction » dont le montant s'élève à 0,85 milliards MRU. Ensuite viennent successivement les fonctions « Agriculture, sylviculture, pêche et chasse », les « Affaires concernant la recherche et le développement économique » et « Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi » respectivement à 0,04 milliards MRU, 0,03 et 0,02 milliards MRU.

4.1.1 Fonction Transport

Cette fonction inclue aussi les infrastructures routières à concurrence de 1,99 milliards MRU et notamment pour des décomptes de construction ou de réhabilitation de routes, d'extension de voiries et de maintenance routière: Atar-Zouérat (0,36 pour milliards MRU), Kaédi-Maghama (pour 0,29 milliards MRU), Reconstruction de la route NKTT-Boutilimit PK8-PK58 (0,28 milliards MRU), Kiffa-Boumdeid (pour 0,28 milliards MRU), Route Atar-Tidjikja (pour 0,15

milliards MRU), Reconstruction PK58-PK108 NKTT-Boutilimit (0,11 milliards MRU), Reconstruction de la route Nouakchott-Rosso (0,09 milliards MRU), Route Mederdra-R'Kiz (0,08 milliards MRU). Le volet maintenance des routes ainsi que le désenclavement de quelques petites localités sont aussi inclus dans cette enveloppe, la construction de l'aéroport de BirMogrein.

Tableau T4.1.1 : Principales dépenses d'investissement du secteur du transport routier

Projet	Montant
Construction de la Route Atar-Zouérat	362 907 686,79
Construction Route Kaédi-Maghama	293 835 169,11
Reconstruction Route NKTT-Boutilimit PK8-PK58	283 896 249,50
Route Kiffa-Boumdeid	276 669 289,80
construction de la route atar-tidjikja	154 496 279,90
Reconstruction PK58-PK108 NKTT-Boutilimit	110 709 979,00
Reconstruction de la route Nouakchott-Rosso	91 660 944,99
Construction de la Route Mederdra-R'Kiz	83 589 679,50
LiaisonKeurMacene-Océan	82 167 690,00
Projet de Construction de la Route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	65 106 315,34
Construction Siège CE-C31	46 162 936,00
Construction de la Route EmmatLeakarich-Amourj	34 172 178,90
Construction Route Zravia-Tamchekett	32 950 358,00
Construction de l'Aéroport de Bir Oum Grein	25 264 324,80
Réhabilitation/renforcement voiries de Kaédi	10 890 290,00
TronçonBénichab-Route Nationale 1	10 618 476,20
Désenclavement de la localité Gourel (Maghama)	7 600 000,00
Désenclavement des Communes de Niabina et de Edabaye El Hijaj(M'bagne)	6 006 387,40
Construction Voiries Dar Naim	5 220 596,00
contrôle des travaux d'entretien routier	1 139 490,00

4.1.2 Fonction Agriculture, sylviculture, pêche et chasse

Il ressort de l'analyse de cette fonction que l'agriculture irriguée a occupé la tête de peloton en termes de volume d'investissement à travers le chenal d'irrigation d'AftoutEssahli et d'autres projets qui ont absorbé 0,85 milliards MRU).

Tableau T4.1.2 : Dépenses d'investissement d'Agriculture, sylviculture, pêche et chasse

Code	Libellé	Montant/MRU
704024	Agriculture	175 933 842,18
704025	Pêche	139 862 709,99
704026	Elevage	70 761 599,28
704027	Développement irrigué	835 186 419,97

Enfin l'agriculture a absorbé 0,18 millions MRU et l'Elevage 0,07 millions MRU. Il s'agit là pour l'essentiel de projets classiques comme les oasis, la construction d'abreuvoirs, l'installation de fermes etc.

4.1.3 Industries extractives et manufacturières et construction

La construction et la réhabilitation des bâtiments administratifs sur toute l'étendue du territoire national a coûté 0,98 milliards MRU. Il s'agit de réhabilitations ou de constructions de bâtiments de Wilayas, deMoughataa ou arrondissement mais aussi de certains décomptes du nouveau palais de conférences qui était alors en phase de finitions.

La gouvernance du secteur extractif a bénéficié d'investissements à hauteur de 0,02 milliards MRU qui ont profité à l'OMRG et au Secrétariat de l'Initiative de la Transparence du Secteur Extractif (ITIE).

Tableau T4.1.4 : Dépenses d'investissement d'industries extractives et manufacturières, construction

Code	Libellé	Montant/MRU
704041	Industries extractives de ressources minérales	15 556 492,50
704044	Bâtiment	967 574 181,20

4.1.4 Combustibles et Energie

Cette fonction a coûté 0,22 milliards MRU dont 0,21 milliards MRU de subvention du prix du gaz.

4.2 Services généraux des administrations publiques

Cette fonction principale concerne les dépenses effectuées au niveau des organes centraux et déconcentrées de l'Etat.

Le tableau T4.2 étale les fonctions constitutives de cette fonction principale et les montants dépensés correspondants.

Tableau T4.2 : Fonctions des services généraux des administrations publiques

Code	Libellé	Montant/MRU
70101	Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales, affaires étrangères	217 841 423,00
70102	Aide économique extérieure	31 776 883,00
70103	Services généraux	173 121 706,64
70104		210 516 543,84
70106	Services généraux des administrations publiques, n.c.a.2	366 908 061,80
	TOTAL	1 000 164 618,28

Pour ce qui est du fonctionnement des organes exécutifs et législatif, des affaires financières et fiscales, des affaires étrangères il s'agit pour l'essentiel de la contribution du Gouvernement au Programme d'Appui à la Décentralisation PNIDDLE.

La rubrique « services généraux » correspond essentiellement aux subventions du Fonds Régional de Développement (FRD) allouées aux communes.

Quant à la rubrique « Services généraux des administrations publiques,», elle correspond exclusivement à l'appui à l'Agence National du Registre des Populations et des Titres Sécurisées.

4.3 La Protection Sociale

Les 0,15 milliards MRU de la protection sociale ont pour l'essentiel servi à appuyer les programmes de lutte contre la pauvreté et les séquelles d'esclavage, et ceux de la petite enfance, de la promotion féminine et de la famille.

4.4 Santé

Le secteur de la santé demeure l'un des secteurs prioritaires, la ventilation des dépenses d'investissement au premier semestre de 2018 est reflétée par tableau T4.4.

Tableau T4.4 : Dépenses d'investissement du secteur de la santé

Code	Libellé	Montant/MRU
70701	Produits, appareils et matériels médicaux	70 401 111,40
70702	Services ambulatoires	94 891 621,90
70704	Services de santé publique	7 541 710,00
70707	Recherche et développement dans le domaine de la santé	6 159 748,00
	Total	178 994 191,30

Il ressort de ce tableau que l'appui aux services hospitaliers et ambulatoires et l'acquisition de produits, appareils et matériels médicaux demeurent à juste titre d'ailleurs, un axe important de la politique du Gouvernement dans le secteur.

4.5 Logement et équipement collectifs

Les dépenses de ce poste qui ont atteint 0,2 milliards MRU et concernent en grande partie l'alimentation en eau potable et les aménagements collectifs.

4.6 Loisir, Culture et Culte

L'effort qui y est consenti en matière d'investissement a été relativement important. Il se décline conformément au tableau T4.6 ci-après.

Tableau T4.6 : Ventilation des dépenses « Loisir culture et culte »

Code	Libellé	Montant/MRU
70802	Services culturels	2 610 308,90
70804	Culte et autres services communautaires	46 400,00
70805	Recherche et Développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte	5 197 227,00
	Total	7 853 935,90

Il est rappelé que le secteur de la culture jeunesse et sport dispose d'un compte d'affectation spéciale depuis 2010 où un montant de près de 0,7 milliards MRU s'est accumulé au fil des années. Ce montant sera dépensé en fonction d'un plan d'action sur plusieurs années, qui sera arrêté par un comité interministériel.

L'essentiel des efforts consentis ici, l'ont été dans le cadre du renforcement de la compétitivité du pays dans le domaine du sport et surtout le Football, sport le plus populaire au niveau mondial.

4.7 Protection de l'environnement

Tableau T4.7 : Dépenses de la Protection de l'Environnement

Code	Libellé	Montant/MRU
70502	Gestion des eaux usées	14 757 574,31
70504	Préservation de la biodiversité et protection de la nature	19 542 580,04
70505	Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	2 498 423,88
	Total	36 798 578,23

Compte tenu de son importance et de sa sensibilité, la préservation de la biodiversité continue de peser dans l'effort fourni en matière de protection de l'environnement, dans ce cadre le parc du Diawlinga a bénéficié de (0,02 milliards) MRU.

Il est vrai que la gestion des eaux usées et notamment l'assainissement on ne peut plus impératif de la ville de

Nouakchott sera posé avec plus d'acuité à l'avenir. Mais la modestie des montants alloués à ce secteur, s'explique par la multitude d'appuis extérieurs dont il bénéficie déjà.

4.8 Enseignement

Tableau T4.8 : Ventilation des dépenses « Enseignement »

Code	Libellé	Montant/MRU
70902	Enseignement pré primaire et primaire	2 497 572,00
70904	Enseignement supérieur	14 322 181,40
	Total	16 819 753,40

L'effort d'investissement en matière d'éducation a atteint 0,02 milliards MRU. Ce montant n'inclut pas les dépenses effectuées sur le compte d'affectation du PNDSE.

4.9 Ordre et sécurité publique

Tableau T4.9 : Dépenses de l'Ordre et de la sécurité publique

Code	Libellé	Montant/MRU
70301	Services de police	962 880,00
70303	Tribunaux	3 381 864,00
70307	Ordre et sécurité	14 370 268,00
	Total	18 715 012,00

Les services d'ordre et sécurité ont absorbé la quasi-totalité des investissements de cette rubrique.

4.10 Conclusion de l'aperçu sur les dépenses d'investissement

C'était là un résumé des différentes dépenses d'investissement effectuées au cours du premier semestre de 2018. Il est utile de rappeler que les montants cités ne correspondent pas nécessairement au coût global des projets et représentent le plus souvent des paiements partiels dont les montants correspondent à des travaux réalisés parfois durant la période objet du présent rapport et parfois antérieurement.

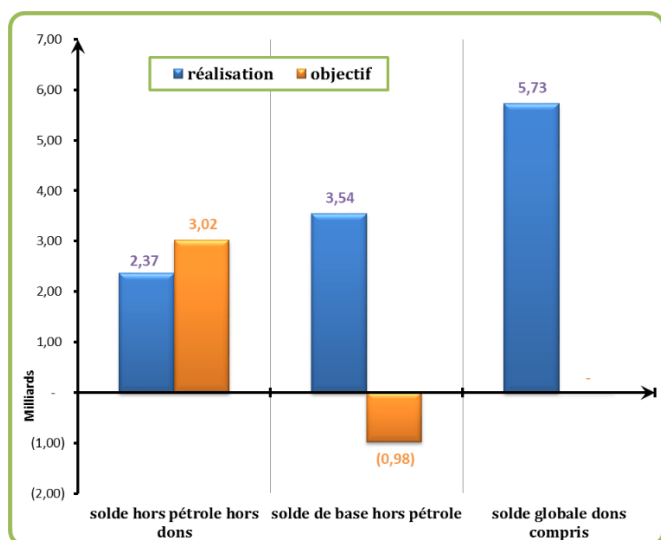
Cette radioscopie permet de se faire une idée des efforts importants consentis par le Gouvernement sur le chemin du développement et en particulier dans la mise en place de l'infrastructure indispensable au développement.

5. SOLDES

Le solde de base hors pétrole, qui représente la différence entre les recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure et les investissements financés par l'extérieur), a enregistré un excédent de 3,54 Mds de MRU, alors que les prévisions de ce solde avaient tablé sur un déficit de -0,98 Mds de MRU. Le solde prévisionnel a été sous-évalué compte tenu de la non-prise en compte des nouveaux emprunts extérieurs.

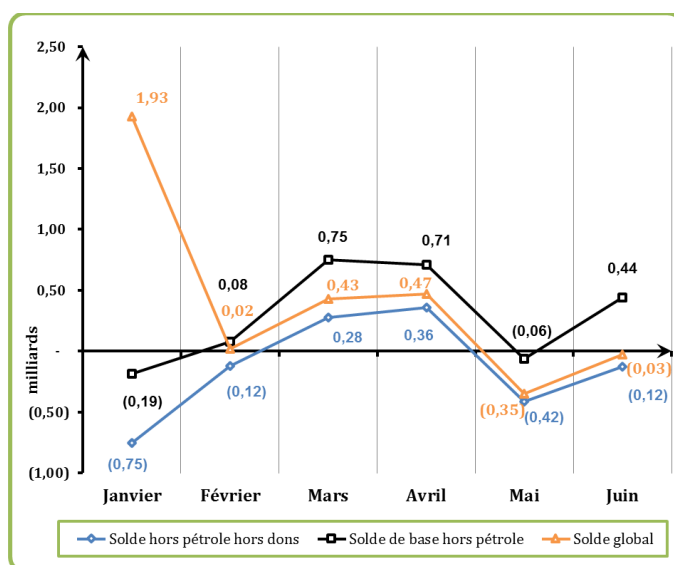
Quant au solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les recettes totales (hors dons et recettes pétrolières) et les dépenses totales, il a enregistré un excédent de 2,37 Mds MRU (pour une prévision de 3,02 Mds de MRU). Cette différence est aussi due à la non-prise en compte dans le solde prévisionnel des nouveaux emprunts extérieurs.

Graphique 11: Comportement des soldes



Le solde global qui est le solde le plus significatif et qui reflète au mieux l'état actuel de l'évolution de l'économie du Pays est excédentaire de 5,73 Mds de MRU pour une prévision qui était nulle (prévision biaisée toujours pour non-prise en compte des emprunts nouveaux extérieurs).

Graphique 12: Evolution mensuelle des soldes



Le graphique 12 montre que le déficit du solde global des mois de mai et juin a été le moins important, et qu'il a été compensé par les bonnes performances des autres mois en particulier celle du mois de janvier.

6. FINANCEMENT

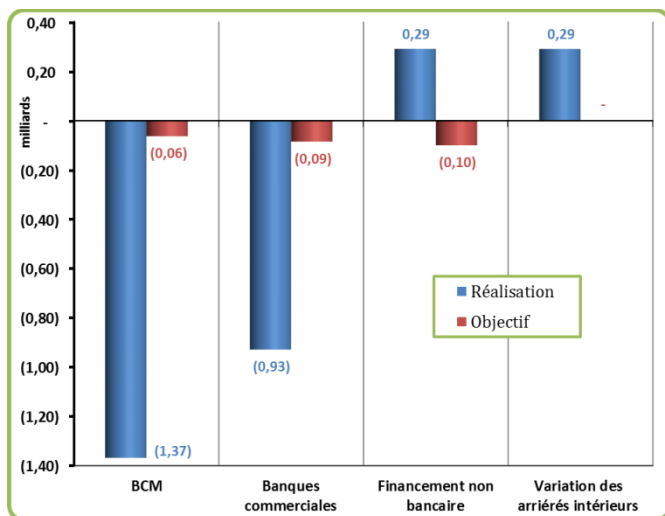
Les données du TOFE du 1^{er} semestre 2018 montrent que les sources de financement les plus importantes du budget de l'Etat ont été les recettes, qui ont cependant été complétées en partie par le solde créditeur du compte unique qui était de 0,96 milliards au 31.12.2017 ce qui a permis à une exécution normale des dépenses durant le semestre.

6.1. Financement intérieur

Les dépôts du Trésor à la Banque Centrale, en atteignant 4,2 milliards d'Ouguiya au 30 juin 2018, ont permis de compenser partiellement la rareté de la liquidité sur le marché monétaire. Cette légère amélioration, du niveau de la liquidité a permis une augmentation du stock des bons du Trésor qui est passé de 5,37 milliards au 31 décembre 2017 à 5,09 milliards MRU au 30 juin 2018.

Le solde du compte unique du Trésor était de 0,90 milliards MRU au 30 juin 2018, contre 0,96 milliards MRU au 31/12/2017 et 0,87 milliards MRU au 30/06/2016.

Graphique 13: Comportement du financement intérieur

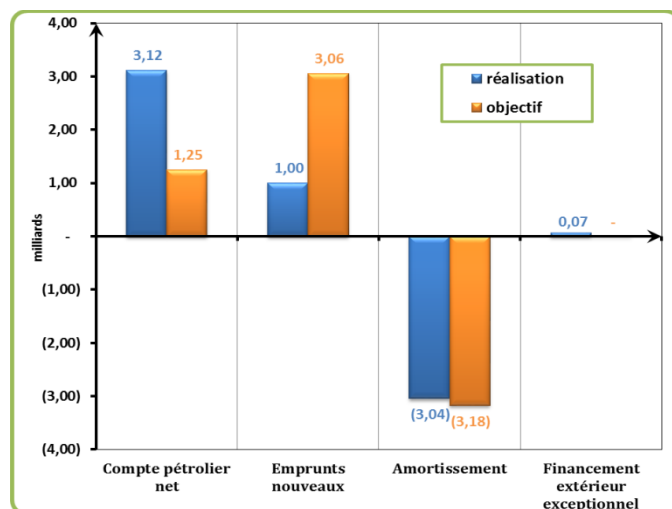


6.2. Financement extérieur

Le montant de (-2) Mdsde MRU, correspond à un excédent enregistré au cours de ce semestre est constitué par le surplus des amortissements de la dette par rapport aux emprunts nouveaux (1 Mds de MRU). Le compte pétrolier offshore a engendré un léger déficit (-1,6 Mds de MRU) résultant du retrait de 1,41 Mds MRU effectué pour un plafond fixé par la LFI à 1,5 Mds MRU. Les recettes pétrolières ayant atteints 3,01 Mdsde MRU.

Le solde du Fonds national des revenus des hydrocarbures au 30 juin 2018 était de 129,09 millions d'USD ce qui représente une augmentation de près de 54,15 millions d'USD par rapport au solde au 31/12/2017.

Graphique 14: Comportement du financement extérieur



On déduit du graphique 14 que les financements extérieurs ont été faibles sur cette période.

Les amortissements de la dette extérieure ont atteint -3,04 Mdsde MRU contre -3,18 Mds de MRU de prévisions.

7. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

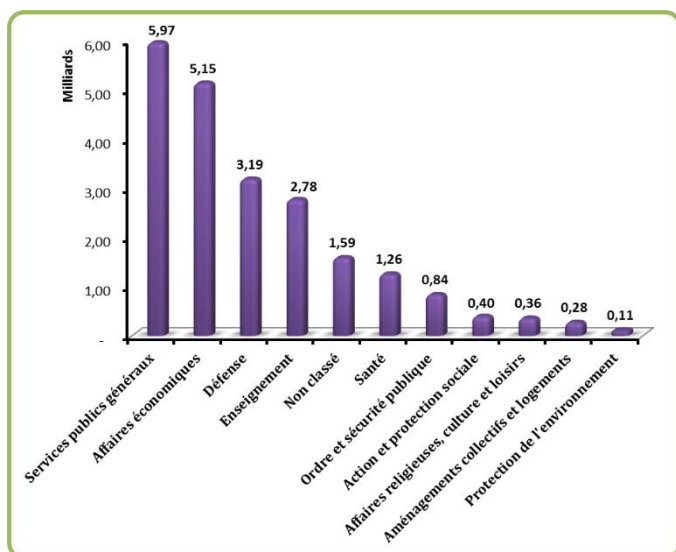
7.1. Classification Générale

Cette classification se fait conformément à un modèle normalisé qui permet de suivre les flux injectés dans les secteurs de l'économie et de les comparer par pays.

L'analyse fonctionnelle effectuée ici concerne l'ensemble des dépenses.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur, il inclut les amortissements de la dette extérieure qui sont en bas de ligne du TOFE. C'est là que réside l'explication de la différence entre le total des dépenses du modèle et celui du TOFE.

Graphique 15: Résultat pour les principales fonctions de la classification fonctionnelle



Le graphique 15 présente l'exécution des dépenses suivant les fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Il montre que les *Services publics généraux* représentent (27,65%) du total des dépenses, suivies par les *Affaires économiques* avec (24,35%), la *Défense* et *l'Enseignement* viennent en troisième et quatrième position avec respectivement (13%) et (12,98%).

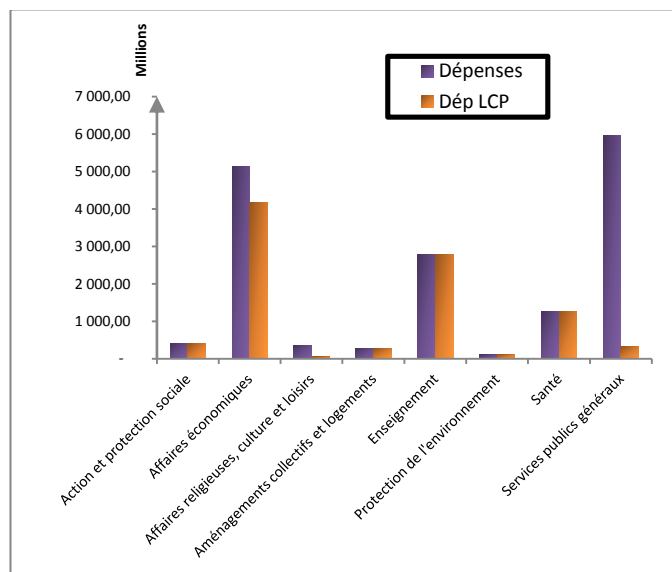
Puis viennent la *Santé*, le secteur non classé, *l'ordre et sécurité publiques* et *l'action et protection sociale* avec respectivement (6,25%), (6,06%), (4,01%) et (2,29%).

Les fonctions principales « *affaires religieuses* », « *Aménagements collectifs et logements* » et « *Protection de l'environnement* » ont été respectivement à des niveaux très faibles de 2,17%, 0,68% et 0,50%.

7.2. Dépenses de la lutte contre la pauvreté

Certaines sous-fonctions de la nomenclature fonctionnelle sont identifiées conventionnellement comme servant directement à la lutte contre la pauvreté.

Graphique 16: Exécution des dépenses de lutte de la pauvreté



Le graphique 16 montre que les dépenses de lutte contre la pauvreté ont représenté 42,76 % des dépenses totales, 9,374 Mds de MRU.

Les dépenses de lutte contre la pauvreté ont représenté presque la totalité des postes « *Affaires économiques* », « *Enseignement* », « *Santé* », et une partie importante des postes « *Action et protection sociale* », « *protection de l'environnement* » et « *Aménagements collectifs et logements* », tandis que les postes « *cultures et loisirs* » et « *services publics généraux* » ont représenté une part plus modeste.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour le 1er semestre 2018

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	TOFE S1 17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	TOFE S1 2018	Prévisions S1 2018	LFI 2018
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	23,93	5,57	3,12	3,93	5,39	4,10	4,18	27,96	26,87	53,74
Revenus non pétroliers et dons	23,30	2,91	3,02	3,85	5,33	4,06	4,12	24,84	25,62	51,24
Revenus non pétroliers hors dons	22,81	2,90	2,98	3,78	5,27	4,04	4,09	24,60	24,77	49,54
Recettes fiscales (hors pétrole)	17,29	1,96	2,26	3,21	4,60	2,99	3,28	19,55	17,36	34,71
Taxes sur les revenus et profits	5,88	0,58	0,62	1,21	1,94	0,63	1,46	6,49	5,27	10,55
BIC et BNC	2,68	0,12	0,08	0,70	1,27	0,13	0,74	3,04	2,72	5,45
Impôt Minimum Forfaitaire douanes	0,76	0,19	0,19	0,15	0,24	0,20	0,12	1,00	-	0,00
Crédit d'Impôts IMF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
ITS	1,81	0,17	0,27	0,26	0,32	0,24	0,54	1,94	1,90	3,80
Etat	0,09	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,11	-	0,00
Autres	1,72	0,15	0,25	0,24	0,30	0,22	0,52	1,82	-	0,00
IRCM	0,11	0,05	0,03	0,01	0,05	0,01	0,00	0,15	0,25	0,50
IGR	0,00	-	0,00	0,00	-	-	-	0,00	-	0,00
Régime Simplifié d'Imposition (RSI)	0,53	0,05	0,05	0,09	0,07	0,05	0,05	0,37	0,40	0,80
Taxes sur les biens et services	8,39	1,54	1,66	1,59	2,15	1,83	1,19	9,40	8,45	16,90
TVA intérieure	2,15	0,27	0,37	0,35	0,36	0,52	0,33	2,20	2,25	4,50
TVA sur les importations	3,36	0,84	0,82	0,87	0,97	0,87	0,57	4,49	3,60	7,20
<i>dont TVA SNIM</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0,95	1,89
Taxe unique SNIM et TPS	1,32	0,06	0,06	0,04	0,46	0,04	0,05	0,70	0,63	1,26
Taxe sur les produits pétroliers	0,56	0,15	0,17	0,15	0,14	0,14	0,10	0,79	0,69	1,38
Droits de consommation (the, tabac, sucre, ciment)	0,75	0,15	0,17	0,14	0,20	0,24	0,14	0,96	0,81	1,61
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport)	0,26	0,08	0,07	0,03	0,03	0,01	0,01	0,25	0,16	0,32
Taxes sur le commerce international	2,64	0,61	0,61	0,58	0,72	0,61	0,37	3,15	2,89	5,78
Importations	2,33	0,53	0,54	0,51	0,63	0,54	0,33	2,74	2,50	5,00

Taxes statistique	0,31	0,08	0,08	0,07	0,09	0,07	0,05	0,41	0,39	0,78
Autres recettes fiscales	0,55	0,10	0,10	0,20	0,23	0,10	0,25	1,18	0,75	1,49
Droits de timbres	0,20	0,02	0,05	0,21	0,11	0,16	0,07	0,65	-	0,00
Taxe d'apprentissage et impôts sur la propriété	0,22	0,05	0,05	0,04	0,03	0,02	0,02	0,24	-	0,00
Recouvrement sur les années précédentes+RNV	0,14	0,03	- 0,01	- 0,04	0,09	- 0,07	0,16	0,29	-	0,00
<i>Reste à recouvrer (DGD + DGI)</i>	- 0,18	- 0,87	- 0,73	- 0,37	- 0,46	- 0,18	- 0,00	- 0,67	-	0,00
Recettes non fiscales	5,53	0,94	0,71	0,57	0,68	1,05	0,81	5,05	7,41	14,82
Recettes de la pêche	2,13	0,42	0,23	0,25	0,34	0,42	0,40	2,24	3,51	7,01
Union Européenne ûd.	-	-	-	-	-	-	-	-	1,22	2,44
Compensation financière	-	-	-	-	-	-	-	-	1,22	2,44
Armateurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Droit territorial	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Redevances pélagique	1,28	0,32	0,18	0,20	0,21	0,31	0,36	1,59	1,59	3,17
Taxes (les bateaux affrétés par les nationaux)	0,18	0,03	0,06	0,04	0,04	0,04	0,01	0,22	0,20	0,40
Licences (les étrangers)	1,10	0,29	0,13	0,16	0,17	0,27	0,35	1,37	1,39	2,77
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	0,82	0,10	0,05	0,05	0,12	0,11	0,04	0,62	0,65	1,30
Amendes	0,03	-	0,00	-	0,01	0,00	-	0,03	0,05	0,10
Recettes minières	0,15	0,00	-	0,13	0,00	0,00	-	0,14	0,35	0,70
Recettes cadastrales	0,02	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,01	-	0,00
Recettes d'exploitation	0,14	0,00	-	0,13	0,00	-	-	0,14	-	0,00
Autres recettes minières	0,00	0,00	-	0,00	-	-	-	0,00	-	0,00
Dividendes et redevances des entreprises publiques	0,85	0,01	0,05	0,04	0,21	0,25	0,28	0,84	0,62	1,24
SNIM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
BCM	0,16	-	-	-	-	-	0,08	0,08	-	0,00
MAURITEL	0,64	-	-	-	0,21	0,20	0,20	0,61	0,37	0,74
PANPA - Port DNB	0,05	0,01	0,05	0,04	-	0,05	-	0,14	0,25	0,50
Dettes r�troced�e et recouvrements	-	-	-	-	-	-	-	-	0,35	0,70
SNIM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
SOMELEC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
SOGEM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Droits d'exploration miniers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Comptes spéciaux	1,58	0,04	0,40	0,04	0,04	0,27	0,04	0,84	1,35	2,70
Secteur pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	1,00	2,00
CAS hors pétrole	1,58	0,04	0,40	0,04	0,04	0,27	0,04	0,84	-	0,00
dont FAID	1,21	0,01	0,37	0,01	0,00	0,18	0,01	0,57	-	0,00

Recettes en capital	0,07	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,07	0,33	0,66
Ventes de terrain	0,04	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,06	0,20	0,40
Hors ventes de terrain	0,03	0,00	0,00	0,00	-	-	0,00	0,01	-	0,00
Autres	0,74	0,47	0,04	0,10	0,09	0,09	0,09	0,93	0,91	1,81
Tableau des opérations financières de l'Etat (Dons, dépenses, recettes pétrolières et soldes)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Dons	0,49	0,02	0,04	0,07	0,05	0,02	0,04	0,24	0,85	1,70
Projets	0,33	0,02	0,04	0,07	0,02	0,02	0,04	0,21	0,15	0,30
Aide budgétaire	0,16	-	-	-	0,04	-	-	0,04	0,70	1,40
<i>Dont: assistance PPTE</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
<i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i>	-	-	-	-	0,04	-	-	0,04	-	0,00
<i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
<i>Autres dons</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
<i>Dons bilatéraux_ appui budgétaire</i>	0,16	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Dépenses et prêts nets	23,89	3,65	3,10	3,50	4,92	4,45	4,21	22,23	26,00	52,00
Dépenses courantes	15,37	3,26	3,03	2,56	3,24	1,61	2,46	14,55	15,45	30,89
Salaires et traitements	6,71	1,17	1,09	1,32	1,39	1,15	1,14	7,17	7,26	14,51
Biens et Services	2,61	0,01	0,09	0,36	0,78	0,38	0,77	2,39	3,32	6,63
<i>Dont: processus électoral</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
<i>Dons ur financement extérieur</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Transferts courants	2,00	0,02	0,02	0,53	0,45	0,88	0,12	2,01	2,93	5,86
Intérêts sur la dette publique	1,10	0,49	0,18	0,31	0,24	0,13	0,22	0,23	1,21	2,42
Extérieurs	0,89	0,42	0,17	0,21	0,22	0,11	0,21	-	1,00	2,00
Intérieurs	0,21	0,06	0,02	0,11	0,01	0,02	0,01	0,23	0,21	0,42
Comptes spéciaux	0,52	-	-	0,01	0,09	0,05	0,02	0,17	0,13	0,25
dont crédit d'impôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
dont FAID (avant 2015)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Dépenses d'équipement et prêts nets	8,01	0,20	0,10	0,95	1,45	2,86	1,77	7,36	10,33	20,66
Investissement financés par extérieur***	1,50	0,14	0,03	0,27	0,13	0,24	0,36	1,17	3,26	6,51
Investissement financés par intérieur (dont dépenses FAID)	6,51	0,06	0,07	0,68	1,32	2,62	1,41	6,19	7,08	14,15
dont Crédit d'Impôts	0,61	0,06	0,05	0,14	0,08	0,08	0,03	0,45	1,00	2,00
Restructurations et prêts nets	0,51	0,18	- 0,03	- 0,02	0,23	- 0,03	- 0,02	0,32	0,23	0,45
Réserves communes	0,40	-	0,00	0,28	0,11	0,06	0,30	0,75	0,61	1,22
Avances (dépenses payées avant ordonnancement)	2,03	1,57	1,64	- 0,25	0,19	- 1,04	- 0,12	1,81	-	0,00
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	- 1,08	- 0,75	- 0,12	0,28	0,36	- 0,42	- 0,12	2,37	3,02	6,05

Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	- 0,59	- 0,73	- 0,08	0,35	0,41	- 0,40	- 0,09	2,61	1,23	2,46
Idem, recettes de pêche exclues (déficit -)	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	0,04
Solde de base hors pétrole (déficit -)	1,30	- 0,19	0,08	0,75	0,71	- 0,06	0,44	3,54	- 0,98	-1,96
Solde de base en %PIB	-	-	-	-	-	-	-	-	0,87	1,74
Recettes pétrolières (net)	0,63	2,66	0,10	0,08	0,06	0,04	0,06	3,12	1,25	2,50
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Recettes fiscales	0,05	0,06	0,09	0,03	0,04	0,04	0,06	0,48	-	0,00
BIC	0,02	0,03	0,04	0,01	0,02	0,02	0,04	0,33	-	0,00
ITS	0,03	0,03	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,15	-	0,00
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Recettes non fiscales	0,58	2,60	0,02	0,05	0,02	-	-	2,64	-	0,00
Bonus/Redevances	-	2,47	-	-	-	-	-	2,47	-	0,00
Revenu du capital	0,01	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Profit oil	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Autres	0,57	0,13	0,02	0,05	0,02	-	-	0,17	-	0,00
Paievements (financement du budget)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Solde global; dons non compris (déficit -)	- 0,45	1,91	- 0,02	0,35	0,42	- 0,37	- 0,06	5,49	-	0,00
Solde global; dons compris (déficit -)	0,04	1,93	0,02	0,43	0,47	- 0,35	- 0,03	5,73	-	0,00
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Financement	- 0,04	- 1,93	- 0,02	- 0,43	- 0,47	0,35	0,03	- 5,73	- 0,87	-1,74
Financement intérieur	1,12	0,90	0,06	- 0,03	0,10	0,43	- 0,43	- 3,07	- 0,25	-0,50
Financement intérieur ajusté (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)+(7)	0,83	0,86	- 0,29	- 0,04	- 0,13	0,75	0,29	- 2,07	- 0,25	-0,50
Financement bancaire	1,49	- 0,67	0,75	0,03	0,19	0,07	- 0,49	- 2,30	- 0,15	-0,30
BCM	1,86	- 0,29	0,79	- 0,45	- 0,36	- 0,22	- 0,21	- 1,37	- 0,06	-0,13
(1) BCM (hors cptes div, CAS et y compris cpte courant rapproché)	1,56	- 0,33	0,45	- 0,46	- 0,61	0,11	0,49	- 0,36	- 0,06	-0,13
Compte courant	1,88	- 0,24	0,57	- 0,42	- 0,27	0,22	0,21	0,06	- 0,06	-0,13
Compte courant y compris rapprochement	1,58	- 0,47	0,55	- 0,49	- 0,59	0,09	0,50	- 0,40	- 0,06	-0,13
Valeurs à l'encaissement à la BCM et instances du mois à la BCM	0,29	0,23	0,02	0,07	0,32	0,13	- 0,29	0,46	-	0,00
Comptes divisionnaires	-	- 0,05	0,07	0,05	- 0,02	- 0,17	- 0,12	- 0,23	-	0,00
Allègements	-	- 0,02	0,01	- 0,01	0,01	- 0,07	0,00	- 0,08	-	0,00
CAS	-	- 0,04	0,05	- 0,05	- 0,08	- 0,13	0,02	- 0,23	-	0,00
Autres	-	- 0,00	- 0,00	- 0,00	- 0,00	- 0,00	- 0,00	- 0,02	-	0,00
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)	-	0,06	0,09	- 0,00	- 0,00	0,06	- 0,10	0,11	-	0,00

Encaisses	- 0,02	0,14	- 0,11	0,02	- 0,03	0,02	- 0,01	0,04	-	0,00
Banques commerciales	- 0,37	- 0,37	- 0,04	0,48	0,56	0,28	- 0,28	- 0,93	- 0,09	-0,17
(2) Banques commerciales (hors var CCP dans les banques)	- 0,37	- 0,37	- 0,04	0,48	0,56	0,28	- 0,28	- 0,96	- 0,09	-0,17
Financement par bons du Trésor	- 0,25	- 0,37	- 0,31	0,23	0,02	0,21	- 0,41	- 0,63	- 0,09	-0,17
Obligations cautionnées (traites)	- 0,12	0,05	0,32	0,26	0,38	0,08	0,19	- 0,31	-	0,00
(7) Encours BIT	-	-	-	-	0,02	- 0,01	0,02	0,03	-	0,00
Variation comptes de liaison comptables de l'intérieur du pays	- 0,00	- 0,05	- 0,05	- 0,01	0,16	- 0,00	- 0,06	- 0,02	-	0,00
(3) Financement non-bancaire	0,20	0,15	- 0,01	0,10	-	0,04	-	0,29	- 0,10	-0,20
(4) Variation des arriérés intérieurs	0,07	0,00	0,25	- 0,05	0,24	- 0,19	0,19	0,29	-	0,00
Apurement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Accumulation	0,07	0,00	0,25	- 0,05	0,24	- 0,19	0,19	0,29	-	0,00
Instances du Trésor	0,07	0,00	0,25	- 0,05	0,24	- 0,19	0,19	0,29	-	0,00
Apurement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Accumulation	0,07	0,00	0,25	- 0,05	0,24	- 0,19	0,19	0,29	-	0,00
Dette croisée et autres engagements de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Apurement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Accumulation (report 2010)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
(5) Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	- 0,65	1,41	- 0,94	- 0,11	- 0,34	0,52	- 0,13	- 1,36	-	0,00
(6) Autres (amort créance bcm)+ DTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Prêt OPEP + Privatisations et autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Tirage DTS (oct+nov)+ 1/2 prêt FMA (dec)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Amortissement (BTF) (op.spec. Nov.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Financement extérieur	- 1,05	- 2,85	0,31	- 0,30	- 0,42	- 0,32	- 0,27	- 3,83	- 0,62	-1,24
Compte pétrolier (net)	0,09	- 2,66	0,60	0,62	- 0,06	- 0,04	- 0,06	- 1,60	- 0,50	-1,00
Recettes pétrolières	- 0,63	- 2,66	- 0,10	- 0,08	- 0,06	- 0,04	- 0,06	- 3,00	- 1,25	-2,50
Contribution du compte pétrolier	0,72	-	0,70	0,70	-	-	-	1,41	0,75	1,50
Autres (net)	- 1,14	- 0,19	- 0,29	- 0,92	- 0,36	- 0,28	- 0,21	- 2,23	- 0,12	-0,24
Emprunts extérieurs (net)	- 0,95	- 0,10	- 0,26	- 0,84	- 0,36	- 0,19	- 0,30	- 2,04	- 0,12	-0,24
Emprunts nouveaux	1,17	0,12	0,03	0,20	0,11	0,22	0,32	1,00	3,06	6,11
Amortissement	- 2,13	- 0,22	- 0,29	- 1,04	- 0,47	- 0,41	- 0,62	- 3,04	- 3,18	-6,35
Financement extérieur exceptionnel	-	-	0,02	0,01	-	0,02	0,02	0,07	-	0,00
Variation comptes de liaison comptables des chancelleries	- 0,18	- 0,09	- 0,05	- 0,09	- 0,00	- 0,11	0,07	- 0,27	-	0,00
Erreurs et omissions (besoin de financement)	0,18	0,06	- 0,04	- 0,09	0,08	- 0,08	- 0,00	0,17	0,00	0,00

Annexe 2 : Classification fonctionnelle

Nomenclature			Désignation	Montant
01	01	1	01011 - Organes législatifs au niveau national	217 841 423,00
01	01	1	01012 - Institutions républicaines	31 776 883,00
01	01	1	01013 - organes exécutifs au niveau national	173 121 706,64
01	01	1	01014 - Organes de contrôle	210 516 543,84
01	01	1	01015 - Affaires étrangères	366 908 061,80
01	02	2	01021 - Services généraux des affaires financières et budgétaires	1 949 041 189,87
01	02	2	01022 - Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	49 790 859,80
01	02	2	01023 - Services fiscaux	213 463 337,95
01	02	2	01025 - Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	15 343 043,00
01	02	2	01026 - Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'Etat	63 551 607,40
01	02	2	01027 - Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	246 143 791,62
01	03	3	01032 - Services généraux de l'administration du développement	100 464 790,00
01	03	3	01034 - Services généraux chargés de la décentralisation	174 222 500,00
01	03	3	01035 - Services de la planification générale et services statistiques généraux	1 445 921,00
01	03	3	01036 - Autres services généraux (archives, parc automobile, gestion du parc immobilier)	13 961 767,00
01	04	4	01041 - Recherche fondamentale	59 160 555,68
01	06	6	01061 - Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes électorales, administration des ONG _i)	250 000,00
01	06	6	01062 - Services publics concernant l'état-civil	117 378 192,00
01	06	6	01063 - Renforcement des capacités du secteur public	19 524 534,44
01	07	7	01071 - Opérations au titre de la dette publique	1 942 876 804,14
Total				5 966 783 512,18
02	01	1	02011 - Défense militaire	2 827 516 405,70
02	02	2	02021 - Défense civile	365 312 665,00
Total				3 192 829 070,70
03	01	1	03010 - Services généraux de sécurité publique	222 023 716,20
03	03	3	03031 - Services généraux de la justice	163 464 861,16
03	03	3	03032 - Cour suprême	40 880 496,00
03	03	3	03034 - Parquets	2 523 900,00
03	03	3	03035 - Tribunaux	694 650,00
03	04	4	03041 - Prisons	20 300 634,20
03	05	5	03052 - Services de protection civile	1 023 939,00
03	07	7	03071 - Ordre et sécurité n.c.a.	386 951 929,00
Total				837 864 125,56

04	01	1	04012 - Affaires générales concernant la main d'œuvre (réglementation, lutte contre la discrimination, arbitrage et médiation)	17 915 465,75
04	01	1	04013 - Programme de lutte contre le chômage	101 396 509,58
04	02	2	04024 - Agriculture	175 933 842,18
04	02	2	04025 - Pêche	139 862 709,99
04	02	2	04026 - Élevage	70 761 599,28
04	02	2	04027 - Développement irrigué	835 186 419,97
04	03	3	04032 - pétrole et gaz naturel	209 024 531,00
04	03	3	04035 - Energies renouvelables	8 600 311,00
04	03	3	04036 - Affaires générales concernant l'énergie	2 133 819,00
04	04	4	04041 - Industries extractives de ressources minérales	15 556 492,50
04	04	4	04045 - Travaux publics	967 574 181,20
04	05	5	04051 - Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rurales	2 507 444 702,22
04	05	5	04054 - Transport par voie aérienne	13 174 979,60
04	06	6	04061 - Affaires générales en matière de communication	6 291 536,00
04	06	6	04062 - Poste	18 823 100,00
04	07	7	04072 - Promotion du commerce extérieur	110 364,00
04	07	7	04074 - Promotion du tourisme (informations, campagne de publicité)	27 689 525,34
04	07	7	04076 - Artisanat	1 500 950,00
04	08	8	04081 - Recherche et développement concernant les affaires économiques générales, les affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	6 379 605,10
04	08	8	04084 - Recherche et développement concernant les industries extractives, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics	20 094 936,00
Total				5 145 455 579,71
05	02	2	05021 - Gestion des eaux usées	29 764 375,31
05	04	4	05041 - Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et réserves, protection des espèces sauvages)	68 942 350,52
05	05	5	05051 - Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	12 751 657,66
05	06	6	05061 - Protection de l'environnement n.c.a.	893 093,00
Total				112 351 476,49
06	01	1	06011 - Développement collectif	123 912 838,64
06	03	3	06031 - Approvisionnement en eau potable	79 504 575,74
06	06	6	06061 - Aménagements collectifs et logements n.c.a.	72 665 552,90
Total				388 434 443,77
07	01	1	07011 - Affaires générales concernant la santé	665 194 446,16
07	02	2	07023 - Appareillages médicaux et équipements	94 891 621,90
07	03	3	07031 - Services de médecine générale	7 161 850,00
07	03	3	07034 - Services paramédicaux	7 468 588,00

07	04	4	07041 - Services hospitaliers généraux	193 730 772,75
07	04	4	07044 - Services de maternité	12 605 254,00
07	05	5	07051 - Ecoles concernant la santé publique	21 480 210,00
07	05	5	07053 - Centre de transfusion sanguine	6 714 949,00
07	05	5	07054 - Santé et nutrition de l'enfant	217 206 449,00
07	05	5	07057 - Santé mentale	12 981 689,00
07	06	6	07062 - Lutte contre le VIH	2 038 444,00
07	06	6	07063 - Détection et lutte contre les maladies infectieuses	100 000,00
07	07	7	07071 - Recherche et développement dans le domaine de la santé	19 312 811,00
Total				1 260 887 084,81
08	01	1	08011 - Services concernant les affaires religieuses	135 049 488,61
08	02	2	08021 - Services concernant la culture (bibliothèques, musées, théâtres, jardins botaniques, zoos, concerts, production de films)	60 707 812,11
08	03	3	08031 - Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	149 302 814,60
08	04	4	08041 - Services concernant la jeunesse	4 634 324,82
08	05	5	08052 - Services concernant le sport de compétition	12 609 198,00
Total				362 303 638,14
09	01	1	09011 - Enseignement pré-primaire et primaire	1 415 017 976,64
09	02	2	09021 - Enseignement secondaire non différencié	639 074 820,00
09	02	2	09024 - Enseignement secondaire technique	60 958 605,26
09	04	4	09041 - Enseignement du troisième degré non différencié	369 841 146,49
09	04	4	09044 - Enseignement technique supérieur	14 619 288,50
09	05	5	09052 - enseignement technique	21 382 743,60
09	08	8	09084 - Affaires générales concernant l'enseignement	254 230 145,96
Total				2 775 124 726,45
10	01	1	10011 - Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	258 721 053,48
10	01	1	10012 - Sécurité alimentaire	71 905 605,29
10	01	1	10013 - Micro-finance	5 000 000,00
10	02	2	10023 - Prestations de vieillesse	90 000,00
10	02	2	10028 - Prestations de logement	40 222 917,01
10	09	9	10091 - Protection sociale	20 912 124,40
Total				396 851 700,18
11	01	1	11011 - Non Classé	1 592 507 723,02
Total				1 592 507 723,02
Total Général				21 919 041 604,52

Sigles et abréviations

ANRPTS	:	Agence Nationale des Registres des Populations et Titres Sécurisés
BCM	:	Banque Centrale de Mauritanie
BCI	:	Budget Consolidé d'Investissement
BIC	:	Bénéficiaire Industriel et Commercial
BNC	:	Bénéficiaire Non Commercial
CNUCED	:	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et de Développement
IMF	:	Impôt Minimum Forfaitaire
ITS	:	Impôts sur les Traitements et Salaires
Mds	:	Milliards
OCDE	:	Organisation pour la Conférence et le Développement Economique
ONSER	:	Office National des Services d'Eau en milieu Rural
PAEPA	:	Projet d'Alimentation en Eau Potable dans la zone méridionale
PASK	:	Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout Sud et la Karakoro
PNIDDLE	:	Programme National Intégré d'appui à la Décentralisation, au Développement Local et à l'emploi des jeunes
SNIM	:	Société Nationale Industrielle et Minière
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TPS	:	Taxe sur les Prestations de Services
TUS	:	Taxe Unique de la SNIM
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée
MRU	:	Unité Monétaire